

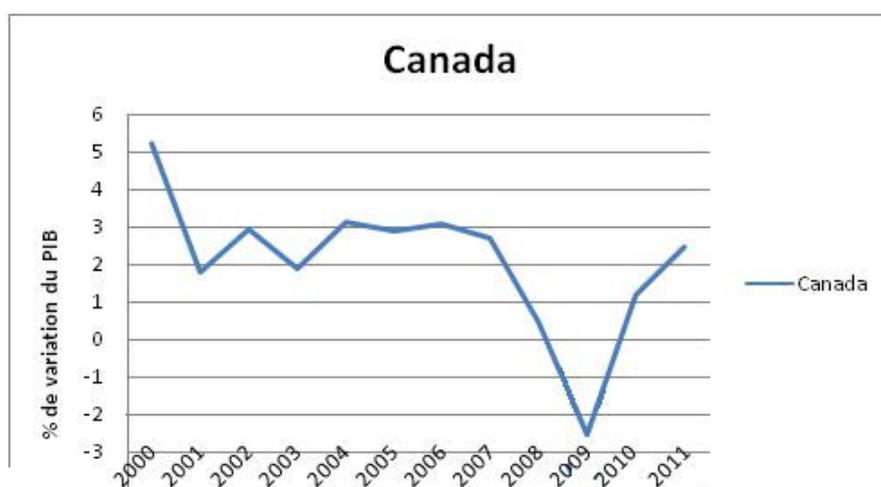
Canada

Impacts de la crise

Le Canada a beaucoup de similitudes avec les États-Unis au niveau de son système économique orienté vers les marchés, de son mode de production, et du niveau de vie de ses citoyens. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la croissance impressionnante du secteur industriel, de l'extraction minière et des secteurs des services a transformé cette nation qui s'appuyait sur une économie principalement rurale vers une économie industrielle et urbaine. L'accord de libre échange USA-Canada de 1989 et l'Accord de libre-échange nord-américain de 1994 (qui inclut le Mexique) ont déclenché une augmentation spectaculaire des échanges et donc favorisé une intégration économique avec les États-Unis encore plus profonde. Le Canada, qui est le principal partenaire commercial de la première puissance économique mondiale, jouit d'un excédent commercial significatif avec les États-Unis, qui absorbe chaque année près de 80% des exportations canadiennes. Le Canada est aussi le plus gros fournisseur étranger d'énergie des États-Unis, qui subvient au besoin de son voisin du sud en pétrole, en gaz, en uranium et en énergie électrique. Compte tenu de ses grandes ressources naturelles, d'une main-d'œuvre qualifiée, et de ses usines modernes, le Canada a connu une croissance économique solide, et une gestion budgétaire prudente qui a produit des budgets équilibrés consécutifs de 1997 à 2007. En 2008, la croissance a fortement diminuée en raison du ralentissement économique mondial, faisant plonger la demande du secteur automobile et baisser les prix des biens de consommation au niveau mondial. Les finances publiques se sont ainsi détériorées pour la première fois en une décennie. Le resserrement des conditions du crédit au niveau mondial a réduit les investissements d'affaires et l'investissement résidentiel, en dépit des pratiques de prêt prudentes et d'une forte capitalisation qui ont fait des banques Canadiennes parmi les plus stables dans le monde.

Malgré une dépendance économique vis-à-vis des États-Unis, le Canada n'a pas trop souffert du ralentissement de la croissance qu'a connu son voisin du sud depuis le début de la crise économique, mais l'impact de la récession se fait tout de même sentir. Le pays est particulièrement touché par le coût élevé et la disponibilité réduite de financement provoqué par la crise mondiale des marchés financiers, par une baisse de la demande d'exportations canadiennes causée par le ralentissement aux États-Unis, et par une réduction des bénéfices et des revenus en raison de la forte baisse des prix des matières premières. Le graphique 1, qui représente la croissance économique du pays en variation du PIB, illustre parfaitement l'entrée en récession du pays en 2007, avec un pic négatif atteint en 2009-2010, suivit selon les prédictions d'une lente reprise en 2011.

Graphique 1¹



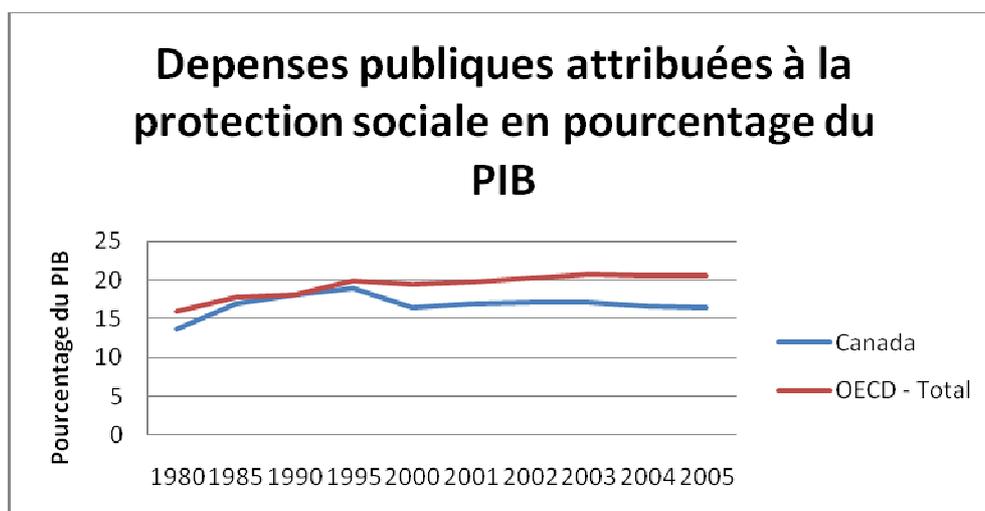
Impacts et challenges pour le système de sécurité sociale

Le gouvernement canadien offre à ses citoyens une protection sociale accrue. Depuis 2005 les programmes et services du gouvernement du Canada ont été regroupés par l'organisme Service Canada pour en faciliter l'accès. Brièvement, ces services incluent les services aux aînés (pensions), aux personnes handicapées, aux familles (prestations familiales), aux travailleurs et aux employeurs (assurance-emploi).

En ce qui concerne l'assurance maladie, les gouvernements fédéraux et provinciaux territoriaux se partagent les rôles et responsabilités en matière d'assurance-santé. Dans le cadre de la *Loi canadienne sur la santé* - notre loi fédérale sur l'assurance-santé - les régimes provinciaux et territoriaux d'assurance santé doivent respecter certaines modalités afin d'être admissibles à la totalité de la portion en argent de la contribution fédérale qui leur est versée en vertu du Transfert canadien en matière de santé (TCS). Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables de l'administration, de l'organisation et de la prestation des services de santé pour leurs résidents. Au niveau des dépenses publiques en protection sociale, le graphique 2 montre que le Canada dépense relativement moins en protection sociale comparée à la moyenne observée dans les pays de l'OCDE.

¹ Statistique Canada

Graphique 2²

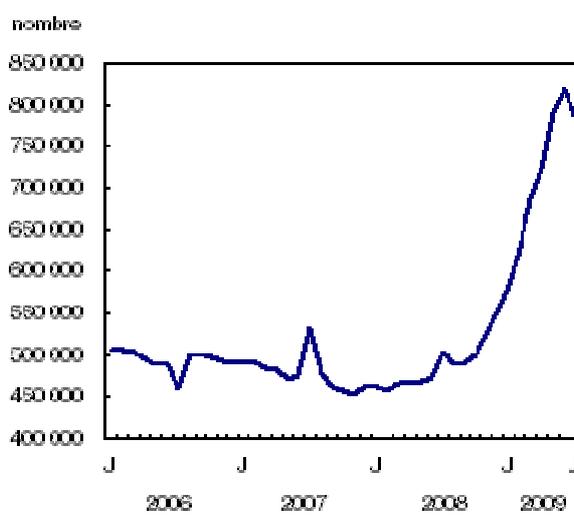


Le graphique 3 représente le nombre de personnes recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi au pays. Depuis le début de la crise, le nombre de bénéficiaires a augmenté de façon exponentielle.

Mais en juillet 2009, 787 700 personnes ont reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi, soit 31 500 ou 3,8 % de moins que le mois précédent, ce qui constitue la première baisse en 11 mois. Les plus fortes baisses se sont produites en Ontario, au Québec et en Alberta. Les travailleurs canadiens cotisent dans un fonds central sur lequel ils peuvent s'appuyer lorsqu'ils perdent leurs emplois. Depuis 1990, il n'y a pas de contribution gouvernementale à ce fonds.

Graphique 3³

Première baisse en 11 mois du nombre de personnes touchant des prestations ordinaires



² OCDE Stats

³ Statistique Canada, Le Quotidien, 28 septembre 2009.

Le régime de pension de retraite au Canada est un mélange de régimes administrés par les gouvernements et de régimes administrés par des entités privées. La partie gouvernementale comprend le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec. Le Régime de pensions du Canada est un régime d'assurance sociale contributif obligatoire fondé sur les salaires qui fournit trois types de prestations, soit la pension de retraite, les prestations d'invalidité et les prestations de survivant. Le Régime de rentes du Québec a la même vocation que le Régime de pensions du Canada, mais au niveau provincial. Il a pour but d'offrir les mêmes services aux citoyens québécois. Il est aussi possible de souscrire au régime enregistré d'épargne-retraite, administré par revenu Canada, qui permet aux épargnes pour la retraite de croître à l'abri de l'impôt dans un régime d'épargne spécial enregistré par l'Agence du revenu du Canada. Au niveau des régimes administrés par des entreprises privées, il y a les Régimes de pension agréés (RPA). Un RPA est un régime établi par un employeur dans le but de verser des prestations de pension à ses employés à leur retraite. Il existe deux types de RPA, le RPA à cotisations déterminées et le RPA à prestations déterminées. Les citoyens canadiens ont aussi la possibilité de cotiser dans des fonds de retraite à cotisations déterminées.

Selon statistique Canada, la valeur marchande de l'épargne-retraite détenue dans les caisses de retraite d'employeurs a diminué de 19,8 milliards de dollars, ou de 2,4 %, au cours du premier trimestre de 2009. Ce recul vient à la suite de baisses de 8,7 % et de 6,7 % aux troisième et quatrième trimestres de 2008. Les revenus provenant des cotisations des employeurs et des employés ont atteint 8,9 milliards de dollars au premier trimestre de 2009, tandis que les prestations versées aux retraités se sont établies à 10,0 milliards de dollars. Ainsi, pour un septième trimestre d'affilé, le montant des prestations versées était supérieur aux cotisations reçues.

Réponses générale à la crise

Le gouvernement a proposé le Plan d'action économique du Canada, un plan directeur clair en vue de stimuler l'économie, de protéger les emplois au Canada et d'aider ceux qui sont les plus durement touchés. Au cours des deux prochaines années, les mesures de stimulation de l'économie canadienne, y compris celles des autres administrations, totaliseront plus de 50 milliards de dollars, ce qui équivaut à 3,2 % du PIB réel. Pour financer son plan d'action, le gouvernement a fait "le choix délibéré de créer un déficit substantiel à court terme", selon le ministre des Finances du Canada, M. Flaherty. Son budget prévoit 63,5 milliards dollars de déficit sur les deux prochains exercices et quelques 85 milliards sur quatre ans avec un retour aux excédents en 2013-2014

Tableau 1 ⁴ Le Plan d'action économique du Canada			
	2009	2010	Total
	(M\$, comptabilité de caisse)		
Mesures pour aider les Canadiens et stimuler les dépenses	5 880	6 945	12 825
Mesures pour stimuler la construction domiciliaire	5 365	2 395	7 760
Effet de levier – logement	725	750	1 475
Mesures immédiates pour l'infrastructure	6 224	5 605	11 829
Effet de levier – infrastructure	4 532	4 365	8 897
Mesures pour soutenir les entreprises et les collectivités	5 272	2 255	7 527
Effet de levier – adaptation sectorielle	1 300		1 300
Total – Mesures de stimulation fédérales	22 742	17 200	39 942
Total – Mesures de stimulation (y compris l'effet de levier)	29 298	22 316	51 613
En pourcentage du PIB			
Total – Mesures de stimulation fédérales	1,5	1,1	2,5
Total – Mesures de stimulation (y compris l'effet de levier)	1,9	1,4	3,2
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. Ces estimations tiennent compte des décaissements projetés au cours des deux prochaines années. L'impact budgétaire est un peu moindre parce que certaines de ces dépenses se rapportent aux coûts de construction et de rénovation des biens fédéraux (dont seul l'amortissement est constaté selon la comptabilité de caisse) et aux prêts à des tiers (qui n'ont un impact budgétaire qu'en cas de risque de perte).			

⁴ Ministère des Finances Canada: LE BUDGET DE 2009 : LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA

Réponse à la crise au niveau de la protection sociale

Voici la liste des mesures prises par le gouvernement au niveau de la protection sociale pour faire face à la crise économique:

RÉDUIRE LE FARDEAU FISCAL DES CANADIENS

- Une prestation fiscale pour le revenu de travail bonifiée afin de renforcer l'incitation à travailler;
- une hausse du crédit en raison de l'âge pour que la retraite soit plus abordable;
- des crédits d'impôt substantiels pour les Canadiens qui investissent dans leur domicile et pour ceux qui achètent une première habitation.

VENIR EN AIDE AUX CHÔMEURS

L'investissement du gouvernement dans les prestations d'assurance-emploi devrait augmenter de 5,5 milliards de dollars cette année. Voici les principales mesures en ce sens :

- Les bénéficiaires de l'assurance-emploi peuvent recevoir jusqu'à cinq semaines supplémentaires de prestations, soit jusqu'à 2 235 \$ de plus, ce qui leur accorde un soutien additionnel pendant qu'ils recherchent un emploi.
- Les prestations commencent à être versées plus rapidement, car des employés supplémentaires sont chargés de traiter les demandes et de répondre aux questions des Canadiens, et les heures d'ouverture des centres d'appels de l'assurance-emploi sont prolongées.
- La durée des ententes de partage du travail est prolongée jusqu'à un an, ce qui protège encore plus d'emplois en permettant aux travailleurs de réduire leur semaine de travail et de toucher des prestations pour les jours où ils ne travaillent pas.

FORMATION ET SOUTIEN DE L'ASSURANCE-EMPLOI POUR PLUS DE TRAVAILLEURS CANADIENS

- Les travailleurs de longue date en formation à long terme peuvent toucher des prestations pour une période pouvant aller jusqu'à deux ans.
- Les Canadiens admissibles à l'assurance-emploi et ceux qui ne le sont pas bénéficient d'un plus grand soutien et d'un accès plus vaste à la formation.
- Une aide additionnelle est offerte aux jeunes, aux travailleurs âgés, aux Canadiens autochtones et aux apprentis.
- Le taux de cotisation d'assurance-emploi est gelé pour 2010, ce qui permettra aux employeurs d'économiser.

INVESTISSEMENTS DANS LE LOGEMENT SOCIAL

Le Plan d'action prévoit aussi des sommes importantes pour la construction ou la rénovation de logements sociaux, ce qui stimulera considérablement la

création d'emplois tout en améliorant la qualité et l'efficacité énergétique de près de 200 000 logements sociaux à l'échelle du pays.

Le Plan d'action prévoit aussi 400 millions de dollars sur deux ans pour la construction ou la rénovation de logements abordables dans les collectivités des Premières nations.